

---

## ACCORD SUR LA CONSERVATION DES ALBATROS ET DES PÉTRELS

### Résolution 5.6

#### Budget de l'accord 2016 – 2018

Adopté par la cinquième Session de la Réunion des Parties, Santa Cruz de Tenerife, Espagne,  
4 – 8 mai 2015

---

*Rappelant* que l'Article VIII (8) de l'Accord prescrit à la Réunion des Parties d'adopter, à chacune de ses sessions ordinaires, un budget pour la période comptable suivante ;

*Rappelant également* que l'Article VII (2) (a) de l'Accord prescrit que les décisions concernant le budget et tout barème des contributions soient adoptées par consensus par la Réunion des Parties, en tenant compte des ressources différentes des Parties ;

*Prenant acte* que la Résolution 1.1, adoptée à la Première Session de la Réunion des Parties, a convenu d'examiner une modification éventuelle du barème des contributions ;

*Rappelant* que la Résolution 4.6 adoptée lors de la quatrième session de la Réunions des Parties (RdP4) a adopté une formule pour le barème des contributions ;

*Prenant acte* que le paragraphe 4 de cette formule pour le barème des contributions était inclus pour s'adapter aux circonstances exceptionnelles de la France à ce moment ;

*Prenant acte* que les Parties s'étaient engagées à trouver une formule plus simple et plus conforme à la capacité de paiement différente de chaque Partie ; et

*Désirant* mettre en œuvre une formule pour le barème des contributions qui s'adapte aux différentes capacités de paiement de chaque Partie ;

#### La Réunion des Parties à l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels

##### Décide :

1. d'adopter le Budget 2016-2018 repris à l'Appendice A ;
2. que, par dérogation à l'Article 5.1 du Statut du personnel, le traitement du Secrétaire exécutif correspond aux montants définis dans la disposition 1.1 du présent budget pour les exercices 2016, 2017 et 2018 et comprend l'achat d'un véhicule d'une valeur maximale de 45000 dollars australiens (AUD) (moins la valeur de reprise du véhicule) pour l'usage du Secrétaire exécutif, à partir des économies des budgets précédents dans le fonds général.
3. d'adopter la formule du barème des contributions, reprise à l'Appendice B, pour calculer les contributions des Parties existantes ;

4. que, pendant les exercices 2016, 2017 et 2018, le budget de base sera fondé sur des paiements annuels fixes effectués par les Parties tel qu'exposé à l'Appendice C ;
5. d'appliquer la formule, reprise à l'Appendice B, ainsi que les informations mises à jour sur le barème des quotes-parts de l'ONU pour le budget de l'ONU, le % RNB et le % RNB par habitant, pour calculer les contributions annuelles des États de l'aire de répartition qui adhéreront à l'Accord en 2016, 2017 et 2018, en utilisant le total des paiements annuels repris à l'Appendice C comme montant d'entrée pour effectuer le calcul, et en basant celui-ci sur un total de 14 Parties – les 13 Parties existantes lors de la tenue de RdP4, plus la nouvelle Partie faisant l'objet du calcul ;
6. que l'adhésion d'une Partie à l'Accord pendant une période intersessions n'entraîne pas le recalcul des paiements annuels fixes pour une autre Partie avant la Réunion des Parties suivante ;
7. de modifier la formule du barème des contributions pour enlever le paragraphe 4, relatif à l'application de la formule du barème des contributions pour le triennat 2019-2021 et au-delà ;
8. que le budget sera réparti sur une base fonctionnelle en quatre affectations comme suit :  
Affectation 1 – Fonctionnement du Secrétariat  
Affectation 2 – Réunion Des Parties  
Affectation 3 – Réunions du Comité consultatif  
Affectation 4 – Programme de travail du Comité consultatif
9. que les Parties doivent payer au plus vite les contributions non versées ;
10. que toutes les contributions seront versées en dollars australiens (AUD) ;
11. qu'un fonds de roulement sera maintenu au niveau constant de 100 000 dollars australiens (AUD) ;
12. que le Comité consultatif examinera régulièrement le statut du fonds général et des autres fonds établis conformément à l'Accord ;
13. que les fonds complémentaires qui deviendront disponibles lorsque d'autres États adhéreront à l'Accord pendant la période triennale 2016-2018 seront imputés sur l'Affectation n°4 en vue de soutenir la mise en œuvre de l'Accord.
14. de prendre acte des critères énoncés dans la section 2.1 de RdP4 Doc 22 ;
15. *Prie instamment* toutes les Parties d'envisager de faire des contributions volontaires au fonds spécial afin de soutenir les activités de l'Accord ;
16. *Invite* les États de l'aire de répartition non-Parties, les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales et autres organismes à envisager de contribuer au fonds spécial ou à des activités particulières ; et

17. *Prie* le Secrétariat de faire tout son possible pour obtenir des fonds extérieurs destinés à soutenir le programme de travail du Comité consultatif ; et pour identifier des moyens innovants de réduire les coûts.

**RÉSOLUTION 5.6 - APPENDICE A**

**Budget de l'Accord 2016 – 2018**

N° de réf.	Désignation	2016	2017	2018
		Budget	Budget	Budget
<b>1. REVENUS</b>				
	Contributions des Parties	723 162	738 558	754 340
	Intérêt rapportés par les fonds	7 000	7 175	7 354
	Dégrèvements fiscaux	16 312	16 720	17 138
	MdE - gouvernement de la Tasmanie	22 148	22 702	23 269
<b>Total Revenues</b>		<b>768 622</b>	<b>785 155</b>	<b>802 101</b>
<b>2. DÉPENSES</b>				
<b>AFFECTATION N° 1 - SECRÉTARIAT</b>				
Traitements des employés				
1.1.1	Traitements – Secrétaire exécutif (entrant)	54 450	141 685	144 490
	Traitements – Secrétaire exécutif (sortant)	90 014	0	0
1.1.2	RBF Superannuation	22 044	21 873	22 351
1.1.3	Frais de recrutement	0	0	0
1.1.4	Traitements (Agent scientifique)	93 853	94 782	97 151
1.1.6	Indemnités d'accident du travail	3 104	3 181	3 261
<b>Total traitement des employés</b>		<b>263 465</b>	<b>261 521</b>	<b>267 254</b>
Dépenses employés				
1.2.1	Hébergement	9 691	9 934	10 182
1.2.2	Billets d'avion	24 229	24 835	25 456
1.2.3	Indemnités de déplacement	10 331	10 589	10 854
1.2.4	Assurance voyage	945	969	993
1.2.5	Consultants	30 286	31 043	31 819
1.2.6	Frais de déménagement (personnel)	22 668	0	0
1.2.8	Assurance générale	1 367	1 402	1 437
1.2.9	Frais de représentation	2 175	2 229	2 285
1.2.10	Autres frais de voyage - visas	800	820	841
<b>Total dépenses d'employés</b>		<b>102 492</b>	<b>81 821</b>	<b>83 867</b>
Coûts de fonctionnement				
1.3.1	Matériel / meubles de bureau	6 057	6 208	6 363
1.3.2	Entretien du matériel de bureau	1 088	1 115	1 143
1.3.3	Articles / fournitures de bureau	1 500	1 538	1 576
1.3.4	Publications / livres	217	223	228

N° de réf.	Désignation	2016	2017	2018
		Budget	Budget	Budget
1.3.6	Impression et reproduction (documentation de relations publiques)	2 289	2 346	2 405
1.3.7	Téléphones - télécommunications	5 488	5 625	5 766
1.3.8	Traductions – correspondance	6 057	6 208	6 363
1.3.9	Affranchissement	217	223	228
1.3.10	Fret / messagerie	217	223	228
1.3.11	Lumière et électricité	2 501	2 564	2 628
1.3.12	Assurance de biens	1 398	1 433	1 469
1.3.14	Frais d'entretien de voiture	5 438	5 574	5 713
1.3.15	Cab charge - taxis	485	497	509
1.3.16	Stationnement	6 240	6 400	6 560
1.3.19	Formation du personnel	2 175	2 229	2 285
1.3.20	Conférences / séminaires pour le personnel	1 212	1 242	1 273
1.3.21	Frais bancaires	272	278	285
1.3.22	Créances irrécouvrables et douteuses	606	621	636
1.3.23	Achat de logiciels	2 423	2 484	2 546
1.3.24	Location de serveur	600	615	630
1.3.25	Services informatiques externalisés	1 624	1 664	1 706
1.3.26	Modifications de la base de données	10 331	10 589	10 854
1.3.27	Grand réseau [WAN] sans fil	1 100	1 128	1 156
1.3.28	Loyer - Bureau de l'ACAP	37 277	38 208	39 163
1.3.29	Impôts locaux et taxe sur l'eau	7 244	7 426	7 612
1.3.30	Entretien préventif	489	501	514
1.3.31	Nettoyage du bureau	2 243	2 299	2 356
<b>Total coûts de fonctionnement</b>		<b>106 788</b>	<b>109 461</b>	<b>112 195</b>
<b>TOTAL AFFECTATION N° 1: SECRÉTARIAT</b>		<b>472 745</b>	<b>452 803</b>	<b>463 316</b>
<b>AFFECTATION N° 2 - RÉUNION DES PARTIES</b>				
Interprétation/ traduction				
2.1.1	Interprétation simultanée			38 833
2.1.2	Location du matériel d'interprétation			12 944
2.1.3	Traduction de documents			32 000
<b>Total interprétation/traduction</b>				<b>83 777</b>
Coûts de tenue des réunions				
2.2.1	Location du lieu de réunion (y compris la restauration)			14 121
2.2.2	Location/achat du matériel			9 414
2.2.3	Personnel auxiliaire			19 416
2.2.4	Impression des documents / du rapport de la réunion			6 472
<b>Total coûts de tenue des réunions</b>				<b>49 423</b>

N° de réf.	Désignation	2016	2017	2018
		Budget	Budget	Budget
	Soutien financier			
2.3.1	Soutien financier d'experts			21 538
	<b>Total coût du soutien financier</b>			<b>21 538</b>
	<b>TOTAL AFFECTATION N° 2: RDP</b>			<b>154 738</b>
<b>AFFECTATION N° 3 - COMITÉ CONSULTATIF</b>				
	Interprétation/ traduction			
3.1.1	Interprétation simultanée	47 758	48 952	
3.1.2	Location du matériel d'interprétation	12 399	12 709	
3.1.3	Traduction de documents	37 000	37 925	
	<b>Total interprétation/traduction</b>	<b>97 157</b>	<b>99 586</b>	
	Coûts de tenue des réunions			
3.2.1	Location du lieu de réunion (y compris la restauration)	25 278	25 910	
3.2.2	Location/achat du matériel	2 297	2 354	
3.2.3	Personnel auxiliaire	24 881	25 503	
	<b>Total coûts de tenue des réunions</b>	<b>52 456</b>	<b>53 767</b>	
	Soutien financier			
3.3.1	Soutien financier d'experts	17 910	18 358	
	Soutien financier États de l'aire de répartition non Parties	0	0	
	<b>Total coût du soutien financier</b>	<b>17 910</b>	<b>18 358</b>	
	<b>Soutien financier aux agents du Comité consultatif</b>			
3.4.1	Soutien financier aux agents du CC	24 305	24 912	25 535
	<b>Total soutien financier</b>	<b>24 305</b>	<b>24 912</b>	<b>25 535</b>
	<b>TOTAL AFFECTATION N° 3: CC</b>	<b>191 828</b>	<b>196 623</b>	<b>25 535</b>
<b>AFFECTATION N° 4 - PROGRAMME DE TRAVAIL DU COMITE CONSULTATIF</b>				
	Soutien des détachements	-	19 968	35 358
	Programme de travail du Comité consultatif	104 049	115 761	123 154
	<b>TOTAL AFFECTATION N° 4 : PROGRAMME DE TRAVAIL DU CC</b>	<b>104 049</b>	<b>135 729</b>	<b>158 512</b>
	<b>TOTAL BUDGET DE L'ACCORD</b>	<b>768 622</b>	<b>785 155</b>	<b>802 101</b>

## RÉSOLUTION 5.6 - APPENDICE B

### Formules du barème des contributions

1. Pour les Parties dont la quote-part, d'après le Barème des quotes-parts des Nations Unies pour le budget de l'ONU (actuellement résolution 61/237 de février 2007), est égale ou inférieure à 0,15 %, les contributions annuelles sont calculées sur la base du Barème des quotes-parts de l'ONU ;

$$Contribution1 = \frac{UN \%}{\sum UN\%ACAP} * ACAPBudget$$

(Équation 1)

où :  $UN\%$  est la quote-part d'une Partie, calculée selon le Barème des quotes-parts des Nations Unies pour le budget de l'ONU (actuellement résolution 58/1 B de mars 2004) ;

$\sum UN\%ACAP$  est la somme des quotes-parts de toutes les Parties à l'ACAP, calculée selon le barème de l'ONU, tel qu'énoncé dans la résolution 58/1 B de l'ONU ; et

$ACAPBudget$  est le budget annuel approuvé par la Réunion des Parties.

2. Pour les Parties dont la quote-part, d'après le Barème des quotes-parts des Nations Unies pour le budget de l'ONU (actuellement résolution 61/237 de février 2007) est supérieure à 0,15 %, les contributions annuelles sont calculées sur la base de 50 % du revenu national brut (RNB) et 50 % du RNB par habitant, aucune Partie ne payant plus de 20 % du budget total de l'ACAP. Elle est calculée à l'aide des équations suivantes :

$$Contribution2 = \left[ \sum \left( \frac{GNI\%}{\sum GNI\%ACAP} \cdot 0.5 \right), \left( \frac{GNIpc\%}{\sum GNIpc\%ACAP} \cdot 0.5 \right) \right] \cdot (1 - \sum \%Contribution1) \\ * ACAPBudget$$

(Équation 2)

où :  $GNI\%$  est le revenu national brut d'une Partie dont la quote-part, calculée selon le Barème des quotes-parts des Nations Unies pour le budget de l'ONU, est supérieure à 0,15 % ;

$\sum GNI\%ACAP$  est la somme des revenus nationaux bruts de toutes les Parties à l'ACAP dont la quote-part, calculée selon le Barème des quotes-parts des Nations Unies, est supérieure à 0,15 % ;

$GNIpc\%$  est le revenu national brut par habitant d'une Partie dont la quote-part, calculée selon le Barème des quotes-parts des Nations Unies, est supérieure à 0,15 % ;

$\sum GNI\%ACAP$  est la somme des revenus nationaux bruts par habitant de toutes les Parties à l'ACAP dont la quote-part, calculée selon le Barème des quotes-parts des Nations Unies est supérieure à 0,15 % ; et

$\sum \%Contribution1$  est le total des quotes-parts des Parties dont la quote-part, d'après le Barème des quotes-parts des Nations Unies pour le budget de l'ONU, est égale ou inférieure à 0,15 % : il est exprimé en pourcentage du budget de l'ACAP.

3. Si le pourcentage de la contribution calculé pour une ou plusieurs Parties résultant de l'équation 2 dépasse 20 %, la contribution de cette (ces) Partie(s) est fixé à 20 % du budget annuel, et la contribution des Parties restantes est recalculée au moyen d'une ou de plusieurs itérations de la formule suivante :

$$Contribution = \left[ \sum \left( \frac{GNI\%}{\sum GNI\%ACAP < 20\%} \cdot 0.5 \right), \left( \frac{GNIpc\%}{\sum GNIpc\%ACAP < 20\%} \cdot 0.5 \right) \right]$$

$$\bullet (1 - [(0.20 \cdot Parties > 20\%) + (\sum \%Contribution1)]) \bullet ACAPBudget$$

(Équation 3)

où :  $\sum GNI\%ACAP Parties < 20\%$  est la somme des revenus nationaux bruts pour toutes les Parties à l'ACAP dont la quote-part annuelle à l'ACAP est < 20 % dans l'équation 2.

$\sum GNIpc\%ACAP Parties < 20\%$  est la somme des revenus nationaux bruts par habitant pour toutes les Parties à l'ACAP dont la quote-part annuelle à l'ACAP est < 20 % dans l'équation 2.

$Parties > 20\%$  est le nombre de Parties dont la quote-part résultant de l'équation 2 ou d'itérations ultérieures de cette équation est > 20 % du budget de l'ACAP.



4. La contribution de la France est fixée à 107 306 dollars australiens (AUD) par an pour la période 2016 - 2018 seulement\*.

\* Il a été convenu à la RdP4 qu'au vu des circonstances exceptionnelles, la France pourrait faire une contribution moins importante que si la formule de calcul des contributions avait été appliquée. À la RdP5, il a été convenu que la contribution de la France pourrait à nouveau être réduite. Les Parties de la RdP5 conviennent qu'une Partie ne devrait pas s'écarter de façon unilatérale et répétée de la formule de calcul des contributions de l'ACAP. Il est important que la même formule s'applique à toutes les Parties, étant donné qu'elle s'adapte à la situation financière de chaque Partie, conformément à l'Article VII (2) (a). La réticence de la France à partager le budget de l'Accord équitablement pendant deux triennats consécutifs a mené à s'écarter davantage du barème convenu.

**RÉSOLUTION 5.6 - APPENDICE C**

**Contributions des Parties**

Partie	Contributions 2016 Dollars australiens (AUD)	Contributions 2017 Dollars australiens (AUD)	Contributions 2018 Dollars australiens (AUD)
Afrique du Sud	33 047	33 873	34 720
Argentine	40 223	41 228	42 259
Australie	76 435	78 345	80 304
Brésil	105 293	107 925	110 624
Chili	34 379	35 238	36 119
Equateur	1 500	1 538	1 576
Espagne	82 033	84 084	86 186
France	107 306	107 306	107 306
Norvège	83 632	85 723	87 866
Nouvelle-Zélande	37 773	38 718	39 686
Pérou	3 990	4 089	4 191
Royaume-Uni	115 778	118 672	121 639
Uruguay	1 773	1 817	1 863
<b>TOTAUX</b>	<b>723 162</b>	<b>738 558</b>	<b>754 340</b>